CICR

La violence qui se poursuit dans les États d'**Adamawa**, **Borno** et **Yobe**, dans le nord-est du **Nigéria**, entraîne des déplacements de population qui ont des conséquences humanitaires au Nigéria même, mais aussi dans les pays voisins. Le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge reste mobilisé pour porter assistance aux personnes déplacées.

Des milliers de personnes sont contraintes de fuir les affrontements qui opposent les forces de sécurité nigérianes à des groupes armés dans cette région du pays. Si certaines trouvent refuge dans des villages avoisinants, d'autres, notamment des ressortissants de pays limitrophes, font le choix de retourner dans leurs pays d'origine.

Ainsi, plusieurs milliers de personnes ont traversé la frontière avec le Niger pour s'installer dans les départements de Bosso, Mainé Soroa et Goudoumaria, et dans la commune urbaine de Diffa, à l'extrême est du pays, à plus de 1 300 km de la capitale Niamey.

La plupart, des Nigériens installés parfois depuis des décennies au Nigéria, ont dû partir précipitamment en laissant tout derrière eux. Totalement démunis, ils sont souvent pris en charge par des familles d'accueil. Une présence qui pèse lourd sur une économie locale déjà fragile.

« J'ai laissé tous mes biens pour fuir ; toutes mes réserves destinées à nourrir ma famille, je les ai perdues. Nous sommes partis dans la précipitation, sans avoir le temps d'emporter le minimum », raconte Kabo Moussa, un Nigérien de retour dans son pays.

Parmi les déplacés qui affluent vers le Niger, on trouve également certains ressortissants du Nigéria, du Tchad et du Cameroun.

Au Cameroun, les autorités ont accepté l'ouverture d'un camp à Minawaou, dans le nord du pays, à 65 km de la frontière avec le Nigéria. Le transfert des réfugiés vers ce lieu a

commencé début juillet, avec le soutien de volontaires de la Croix-Rouge camerounaise. Plus de 800 personnes se trouveraient actuellement dans le camp.

Au Tchad, ce sont plus de 1 500 personnes qui auraient traversé la frontière. Parmi elles, une grande majorité de Tchadiens, dont près de 300 enfants qui étudiaient dans des écoles coraniques au Nigéria. L'arrivée de ces personnes crée également une pression supplémentaire sur une région dont les habitants sont par ailleurs privés de leurs activités commerciales traditionnelles avec le Nigéria.

Réponse d'urgence du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

Quelque 13 200 personnes touchées par les violences dans l'État de Borno, au Nigéria, ont récemment bénéficié d'une assistance sous forme de biens de première nécessité distribués par le CICR avec l'aide de volontaires de la Croix-Rouge du Nigéria.

« La Croix-Rouge nous a donné ce dont nous avions le plus besoin : des ustensiles pour faire la cuisine et de quoi nous protéger de la pluie », explique Fati, une habitante de Bagadaza un quartier de la ville de Baga (État de Borno). Des couvertures, des vêtements, des moustiquaires et des articles ménagers et d'hygiène ont également été distribués.

Par ailleurs, près de 5 000 personnes, citoyens nigériens de retour chez eux et ressortissants de pays voisins réfugiés au Niger, ont reçu des vivres et des articles ménagers distribués par le CICR avec l'aide de volontaires de la Croix-Rouge nigérienne.

Au Niger, cet afflux important de personnes fait de l'accès à l'eau, déjà difficile en temps normal, un véritable problème. « Il n'y a pas assez d'eau pour tout le monde. Nous avons été contraints de boire l'eau du lac Tchad. Un seul puits ne suffit plus pour tout le monde », explique Lawan Mustapha, un Nigérien de retour au pays.

Ainsi, dans le département de Bosso, ce sont sept puits situés dans les villages frontaliers avec le Nigéria qui ont été réhabilités par le CICR. Cette aide, qui vise à améliorer l'accès de la population à l'eau potable, se poursuivra dans les prochaines semaines, au Niger comme au

Nigéria.

Le CICR, en partenariat avec la  Croix-Rouge du Nigéria et les Sociétés nationales des pays voisins,  reste mobilisé afin de pouvoir répondre aux conséquences humanitaires de  ces violences et d'alléger les souffrances des communautés qui  subissent les effets de cette situation.